

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt  
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-2560

**Arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral n°52 du 29 avril 2005 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société ECONOTRE pour l'exploitation de son usine située sur la commune de Bessières (31), et relatif aux dispositions applicables en cas de période de sécheresse.**

68-31

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°52 du 29 avril 2005 modifié autorisant la société ECONOTRE à exploiter son usine sur le territoire de la commune de Bessières(31) ;

Vu l'arrêté préfectoral cadre relatif à la réglementation provisoire des usages de l'eau en cas de sécheresse du 19 juin 2019 ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever, pour les besoins de son fonctionnement, dans une ressource en eau qui, dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les prélèvements de l'établissement appartiennent au secteur hydrographique identifié par l'arrêté cadre sécheresse du département de Haute-Garonne ;

Considérant qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Considérant que le projet d'arrêté a été notifié à l'exploitant le 1<sup>er</sup> février 2020 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup> – Plan de réduction des prélèvements en cas de sécheresse**

La société ECONOTRE à Bessières, ci-après désignée l'exploitant, sise zone d'activités des Turques, est tenue d'établir et de transmettre au préfet de la Haute-Garonne, dans un délai de trois mois après la notification du présent arrêté, un plan de réduction de ses prélèvements en eau en cas de sécheresse prévoyant :

- Les mesures spécifiques aux processus de production à mettre en œuvre sur les installations lors du déclenchement de chacun des niveaux de limitation ou de restriction définis par l'arrêté cadre sécheresse en vigueur (les mesures sont cumulatives) ;

seuil de vigilance : aucune demande spécifique sauf actions volontaires

- seuil d'alerte : premières mesures de réduction des consommations d'eau en particulier sur les process
- seuil d'alerte renforcée : renforcement des mesures de réduction des consommations d'eau en particulier sur les process
- seuil de crise : arrêt total des prélèvements sauf enjeux mettant en péril l'installation (exemple : refroidissement d'un four)

- Pour exemple, les mesures retenues peuvent être :

économies d'eau structurelles qui auront un impact positif en tout temps (étanchéité des réseaux...)

- recyclage des eaux traitées
- prélèvement dans une ressource moins sensible
- stockage des effluents (en fonction du débit du cours d'eau et du flux rejeté)
- report des opérations de lavage estivales
- stockage d'eau et récupération des eaux de pluie
- réduction ou arrêt des activités les plus consommatrices d'eau avec impact économique à préciser

divers (arrêt des exercices de défense contre l'incendie, fermeture estivale, restrictions sur les arrosages et lavage...)

- Leurs modalités d'application et de mise en œuvre selon les niveaux de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise ;
- Le respect d'un débit maximum de prélèvement journalier selon les niveaux de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise ;
- L'estimation des gains de réduction journaliers de consommation attendus pour chacune des mesures proposées ;
- Un renforcement approprié du suivi de l'impact des rejets sur les milieux aquatiques.

Ces mesures sont élaborées dans le respect prioritaire des règles de sécurité et de salubrité.

**Ce plan tiendra compte des meilleures techniques disponibles et des contraintes technico-économiques.**

Deux tableaux (prélèvements et plan d'actions/mesures d'économie) à compléter sont joints en annexe du présent arrêté.

## **Art. 2 – Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

## **Art. 3 – Frais**

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Art. 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ;
- 2° par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr>

## **Art. 5 – Publicité**

- Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :
- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bessières et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bessières pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Art. 6 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le maire de Bessières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Toulouse, le **05 MARS 2020**

Annexes:2

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Denis OLAGNON

ANNEXES

Vu pour être annexé à 05 MARS 2020  
 en date de ce jour.  
 Pour le Préfet  
 et par délégation  
 Le Secrétaire Général  
 Toulouse,  
 Le Préfet  
 Denis CLAGNON

Prélèvements (tableau à remplir)

Ressour e(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigati on, cours d'eau et nappe d'accomp agnement , eau souterrai ne)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m <sup>3</sup> ) et mensuel en étiage (juillet, août, septembre)	Débit de prélèvement maximal instantané (m <sup>3</sup> /s) et journalier (m <sup>3</sup> /jour)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal	Vigilanc e => limitatio ns volontai res	Alerte => réductio n visée de 30 %	Alerte renforcée => réduction visée de 50 %	Crise => arrêt sauf prioritair e
				xxx m <sup>3</sup> /s xxx m <sup>3</sup> /jour	xxx m <sup>3</sup> /s xxx m <sup>3</sup> /jour	xxx m <sup>3</sup> /s xxx m <sup>3</sup> /jour	xxx m <sup>3</sup> /s xxx m <sup>3</sup> /jour	xxx m <sup>3</sup> /s xxx m <sup>3</sup> /jour

Vu pour être annexé à ... 05 MARS 2020  
 en date de ce jour  
 Pour le Préfet  
 et par délégation  
 Le Secrétaire Général  
 Toulouse,  
 Le Préfet  
 Mesures spécifiques ICPE  
 (process...)  
 Denis OLASION

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE à décliner/préciser pour l'établissement	
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation</li> <li>• Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau</li> <li>• Limitations volontaires des usages de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À renseigner</li> </ul>
<u>Alerte</u> objectif visé de réduction de 30 % des prélèvements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h</li> <li>• Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé</li> <li>• Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit</li> <li>• Une surveillance accrue des rejets des stations d'épuration doit être réalisée</li> <li>• Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À renseigner</li> </ul>
<u>Alerte renforcée</u> objectif visé de réduction de 50 % des prélèvements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit</li> <li>• ...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À renseigner</li> </ul>
<u>Crise</u> arrêt de tous les prélèvements non prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> <li>•</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À renseigner</li> </ul>